

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné,

Nom :

Prénom :

Qualité :

Agissant au nom et pour le compte de (1)

Au capital de :

dont le Siège Social est situé :

Inscrite au R.C.S. sous le n°

Immatriculé au SIRET ou SIREN sous le numéro

Atteste sur l'honneur que :

1/ Je n'ai pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9 et par l'article 450-1 du Code Pénal, ainsi que le deuxième alinéa de l'article L.152-6 du Code du Travail et par l'article 1741 du Code Général des Impôts ;

2/ Je ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de concourir (liquidation judiciaire ou faillite personnelle, condamnation pour fraude fiscale, condamnation à une peine d'exclusion des marchés publics ou interdiction légale) et que l'entreprise que je représente ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'ont fait l'objet au cours des cinq dernières années d'aucune condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L 8241-1, L 8251-1 du Code du Travail,

3/ J'ai régulièrement souscrit toutes les déclarations auprès des administrations et organismes fiscaux et sociaux et m'engage à porter à leur connaissance toutes les modifications qui pourraient intervenir en cours d'exécution du chantier.

4/ J'ai satisfait aux obligations fiscales et sociales exigibles au 31 Décembre de l'année écoulée selon l'article 43 du Code des Marchés Publics.

a) en souscrivant les déclarations m'incombant à cette date en matière d'assiette des impôts et cotisations

b) (*)

en m'acquittant des impôts, taxes, cotisations, majorations et pénalités mises à ma charge,

en ayant constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme responsable du recouvrement

5/ Je suis à jour du paiement des salaires, charges sociales, des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales des taxes sur le chiffre d'affaire, des taxes assimilées de la taxe professionnelle et d'une manière générale des impôts directs et cotisations indirectes pour lesquels un certificat ne peut être délivré.

Je réglerai, pendant l'exécution du marché, tous les salaires, charges sociales, cotisations, impôts directs et indirects, de manière que mon co-contractant ne soit recherché à quelque titre que ce soit et m'engage à en justifier à première demande.

6/ (*)

- Je suis assujéti au règlement d'une cotisation auprès d'une caisse de congés payés

- Je verse directement à mes salariés leurs indemnités de congés payés et ne les mets pas au chômage pour cause d'intempéries.

7/ (*)

- Que mon entreprise n'est pas en redressement judiciaire

- Que mon entreprise est en redressement judiciaire et est habilitée à poursuivre son activité jusqu'au
(joindre jugement correspondant rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction certifiée en cas de procédure étrangère équivalente au redressement judiciaire).

8/ (*)

- que j'emploie moins de 20 salariés

- que j'emploie au moins vingt salariés et que j'ai satisfait au respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés en souscrivant au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, la déclaration annuelle visée à l'article L5212-5 du Code du Travail et en versant au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés, si j'en suis redevable, la contribution visée à l'article L5212-9 du même Code

9/ Les travaux objets du présent contrat seront réalisés par des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du Code du Travail français ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel ils sont rattachés si l'entreprise est étrangère.

10/ De manière générale, mes salariés n'interviendront pas sur le chantier dans des conditions contraires à la législation du travail, de l'hygiène et de la sécurité.

11/ Les salariés étrangers éventuellement employés pour l'exécution des travaux, objet du présent contrat sont munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, conformément à l'article L 8251-1 du Code du Travail.

Je certifie sous peine de l'application des sanctions prévues au chapitre 7 « résiliation » du CCAGPI que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Fait à
Le

(*) Cocher la ou les case(s) correspondante(s)